

Justice/Droits de l'enfant

Une préoccupation majeure dans la cité pétrolière

FAE
Port-Gentil/Gabon

LE 16 juin de chaque année, le monde entier célèbre la Journée internationale de l'enfant africain. A Port-Gentil, l'évènement a été l'occasion de faire un état des lieux des avancées dans la défense des droits de cette frange de la population, malgré la non-organisation de manifestations officielles.

Les organisations de la société civile se sont, tout de même, mobilisées pour cette cause. Notamment les scouts. Histoire d'éveiller les consciences.

Dans un premier temps, ils ont participé à une table ronde organisée dans les locaux d'un média audiovisuel local. Cet échange a permis aux jeunes de s'exprimer sur la question des droits de l'enfant, et de revisiter la convention internationale y relative. Ensuite, il y a eu des animations publiques pour permettre aux enfants de continuer à croire en des lendemains meilleurs. Il faut dire que la problématique des droits de l'enfant constitue une préoccupation quasi-quotidienne



Photo : Sidonie Ambonguilla

Les jeunes scouts de Port-Gentil sensibilisant aux droits de l'enfant.

d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales de l'île Mandji. Plusieurs parmi elles mènent le combat contre l'abandon des enfants et leur exploitation à des fins de travail.

C'est le cas du Centre espérance mission insertion (CEMI). Cette organisation reçoit, depuis près d'une décennie, des enfants dits de la rue ou des orphelins. Elle travaille ainsi à leur réinsertion sociale par la scolarisation et leur initiation aux petits métiers.

Tout comme "Mission Nissi", une Ong créée en 2004, dans le but de lutter contre le trafic des enfants. En partenariat avec le Fonds des Nations-unies pour l'enfance (ou United Nations Children's Emergency Fund,

Unicef), elle a mis en place un centre de transit pour accueillir les enfants étrangers victimes de trafic. Actuellement, ce mouvement réfléchit à la possibi-



Photo : Sidonie Ambonguilla

Des banderoles ont également permis de passer le message sur la protection des enfants.

lité de rapatrier ces enfants vers leurs pays d'origine, ou rechercher d'autres voies, avec le concours des Affaires sociales et des ambassades concernées. L'ob-

jectif est de les aider à se réinsérer dans leurs familles biologiques ou d'accueil. On peut également citer l'exemple d'Agir pour le

handicap à l'école (AHE). L'Ong fonde son action sur l'article 23 de la Convention internationale des droits de l'enfant, lequel stipule que "les enfants mentalement ou physiquement handicapés doivent mener une vie pleine et décente, dans des conditions qui garantissent leur dignité, favorisent leur autonomie et facilitent leur participation active à la vie de la collectivité".

Ainsi, s'est-elle donnée pour mission de scolariser, dans les conditions normales, des enfants en situation d'inadaptation physique, motrice ou cognitive.

Éducation/École primaire mixte

Des bancs pour les parents d'élèves



Photo : JP Allego

Ces barres de fer ont été placées pour limiter la vitesse des véhicules à la sortie des classes.

Jean-Paulin ALLOGO
Port-Gentil/Gabon

LES parents des apprenants de l'école mixte de Port-Gentil n'attendent plus leurs progénitures debout. L'association des parents d'élèves de cet établissement, situé à proximité du siège local du journal l'Union, vient de leur aménager un espace où ils pourront désormais patienter jusqu'à la fin des cours de leurs enfants.

Il s'agit d'un espace qui leur offre un excellent confort, avec des places assises. Celles-ci sont, toutefois, insuffisantes, au regard du nombre élevé de parents qui viennent récupérer leurs enfants à la fin des cours. Un hangar aurait

été préférable.

Dans tous les cas, le cadre donne aux parents l'occasion d'échanger entre eux. Cette action est la preuve que les ressources financières ne manquent pas dans la caisse de l'association des parents d'élèves de l'école mixte. Et que celles-ci ne prennent pas des directions obscures, comme c'est le cas dans plusieurs structures associatives de la capitale économique du Gabon.

Côté sécurité, le magasin Casino, situé à quelques encablures de l'école mixte, a aussi aménagé son parking, en plaçant, au sol, des barres de fer pour limiter la vitesse des nombreux usagers qui l'utilisent régulièrement, de jour comme de nuit.

REPUBLIQUE GABONAISE

MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE ET DE L'INSERTION DES JEUNES

PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE L'EMPLOYABILITE (PRODECE)

CONSULTATION OUVERTE POUR LES SERVICES DE NETTOYAGE ET DE GARDIENNAGE

No de Prêt : 8582
No. de référence : AON/01-2017/UCP-PRODECE

1. La République Gabonaise a reçu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) en vue de financer le coût du **Projet de Développement des Compétences et de l'Employabilité (PRODECE)** et se propose d'utiliser une partie des fonds de ce prêt pour effectuer les paiements autorisés au titre des marchés du Projet. L'UCP-PRODECE sollicite des offres fermées de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir les services suivants :
 - Lot n° 1 : Prestations de service de nettoyage, d'entretien des bureaux et d'espace vert du siège de l'UCP ;
 - Lot n° 2 : Prestations de gardiennage, de surveillance et de sécurité de l'UCP.
2. La consultation se déroulera conformément aux procédures d'Appel d'Offres spécifiées dans la publication de la Banque « Directives : passation des Marchés financés par les prêts de la BIRD et les crédits de l'IDA » édition 2011, version révisée en juillet 2014 et est ouverte à tous les Soumissionnaires qui répondent aux critères d'éligibilité tels que définis dans le dossier de consultation.
3. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres auprès de l'Unité de Coordination du PRODECE à l'adresse mentionnée ci-dessous les jours ouvrables de 8 H 00 à 15 H 30.
4. Les exigences en matière de qualifications sont : justifier un chiffre d'affaires au moins égal à 2 fois le montant de l'offre au cours des 3 dernières années, avoir exécuté au moins deux marchés de même nature au cours des cinq dernières années et, apporter la preuve de l'existence légale avec un personnel qualifié.
5. Aucune marge de préférence nationale ne sera accordée dans le cadre de cette consultation.
6. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un dossier de consultation complet en français à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable de 30 000 (trente mille) F.CFA en espèces ou par chèque certifié à l'ordre de l'UCP_PRODECE.
7. Les offres devront être soumises à l'adresse de l'Unité de Coordination du PRODECE mentionnée ci-dessous au plus tard le 05 juillet 2017 à 15 H 00 mn.
8. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.
9. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires présents, à l'adresse du PRODECE mentionnée ci-dessous le 05 juillet 2017 à 15 H 30 mn.
10. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de deux cent mille (200 000) FCFA.
11. Les adresses auxquelles il est fait référence sont ci-dessous :

UCP-PRODECE - Quartier Haut des Gué Gué (à côté du RAPAC ou à l'Ancien siège d'Azur) - B.P. 1269 Libreville - GABON Tel : + 241.06.06.07.25 - E-mail : ucp.prodecegabon@gmail.com et bmouiri@gmail.com

Le Coordonnateur